

E37

**Grenoble Avant le conseil d'administration, la direction
déjeune aujourd'hui avec le maire Éric Piolle**

Musiciens du Louvre Grenoble: vont-ils perdre leur subvention?

Rien n'est - officiellement- joué. Mais le déjeuner qui doit réunir Éric Piolle, le maire (Europe Écologie-Les Verts) de Grenoble, Corinne Bernard, son adjointe (EELV) aux cultures, Pascal Lamy, président des Musiciens du Louvre Grenoble (MDLG), et leur directeur artistique Marc Minkowski juste avant leur conseil d'administration de ce soir, s'annonce à hauts risques pour le chef d'orchestre, en résidence à Grenoble depuis 1996.



En créant récemment "L'Histoire du soldat" et "L'Amour sorcier" avec Jean-Claude Gallotta (à droite), Jacques Osinski et Olivia Ruiz, Marc Minkowski (à gauche) avait su, malgré certaines critiques, conquérir le public grenoblois. Photo archives Le DL/Christophe AGOSTINIS

Prestigieuse, cette arrivée, voulue par Michel Destot, le maire (PS) de l'époque, aura longtemps fait grincer des dents, politiques et culturelles, jusque dans les rangs de l'ancienne majorité municipale.

Sauf que l'artiste saura vite faire oublier ce fait du prince en conquérant le public par des concerts d'anthologie, des enregistrements appelés à faire date et de prestigieuses distinctions, le propulsant au firmament du monde musical.

Invité dans le monde entier, Marc Minkowski ne dirige d'ailleurs pas que les MDLG. Cet épanouissement, réalisé à partir de Grenoble, se révélera précisément à double tranchant. Car nombreux seront ceux qui lui reprocheront ses absences - ou son manque de présence - entre Drac et Isère.

Pour autant, Michel Destot avait eu le nez d'aller chercher Pascal Lamy, alors directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, pour présider cette structure atypique. Le plus mélomane - il aurait pu faire des études de piano - et le plus économiste des socialistes français poussera les MDLG à tourner avec 70 % de fonds propres.

Ce sont donc les 30 % d'argent public restant qui posent problème. D'autant qu'un éventuel, mais probable désengagement de la Ville permettrait à d'autres collectivités de se défaire à bon compte

Contactées par nos soins, hier, aucune des parties concernées n'a souhaité s'exprimer.

Philippe GONNET et Ève MOULINIER